

L'Adresse—M. Warner

de consacrer un milliard et demi de dollars à sa nouvelle politique laitière sur une période de cinq ans va fournir à l'industrie laitière la stabilité qui lui manque depuis 1980. Le budget de 1985 accordait aux agriculteurs une exonération immédiate de 500 000\$ sur les gains de capital, ce qui a pour effet de supprimer les gains de capital découlant de la vente de la plupart des exploitations agricoles.

La réforme fiscale est un élément primordial de notre programme de renouveau économique. La mesure sur les gains de capital était l'une des premières étapes de cette réforme. La réforme du régime fiscal fédéral constitue la priorité économique et sociale première du gouvernement progressiste conservateur. Un grand objectif des modifications apportées jusqu'à maintenant a été d'élargir l'assiette fiscale et d'abaisser les taux d'imposition. Il faut rétablir un meilleur équilibre entre l'impôt des particuliers, l'impôt des sociétés et la taxe de vente, et plus précisément, renverser la tendance qui nous a conduit à faire porter le plus lourd fardeau fiscal aux particuliers. L'équité sera l'un des principes premiers des prochaines mesures de réforme du régime fiscal que prendra le gouvernement.

Nous sommes déterminés à progresser prudemment et de façon coordonnée pour rendre le régime fiscal aussi simple que possible. Dans l'élaboration de nos options de réforme, nous devons également nous assurer que notre régime fiscal fournit une orientation ferme et positive propre à stimuler la croissance économique et l'élargissement des possibilités d'emploi pour tous les Canadiens.

Le gouvernement a étudié des options plus générales pour une réforme plus approfondie du régime fiscal fédéral, dont une taxe sur les opérations commerciales qui pourrait remplacer la taxe de vente fédérale. Le régime de taxe de vente fédérale comporte en ce moment plusieurs aspects inéquitables, aussi nécessite-t-il notre attention immédiate.

Depuis la présentation du budget de février, la réforme fiscale s'est beaucoup accélérée aux États-Unis; on y mettra bientôt en oeuvre de nouvelles mesures fiscales qui nous inciteront à accélérer notre propre réforme. Les Canadiens doivent rester compétitifs par rapport à leurs voisins américains.

Dans le discours du trône, le gouvernement exprimait son inquiétude face à la concentration grandissante des entreprises, particulièrement lorsque les prises de contrôle accroissent la taille d'une entreprise sans créer de nouveaux emplois et sans stimuler la croissance économique du pays. Il est des plus probables que la réforme fiscale répondra à cette inquiétude.

[Français]

Depuis que nous sommes au pouvoir, nous avons entrepris d'importantes mesures afin de régénérer l'économie canadienne. Celles-ci ont contribué au rétablissement de la confiance, à la création d'emplois, à la chute du taux d'intérêt et à la diminution du déficit. En septembre 1984, 11,7 p. 100 de la population active étaient sans travail. Maintenant, le taux de chômage est à 9,7 p. 100.

[Traduction]

Le renouveau économique n'a pas touché également toutes les régions du pays. Certaines parties de l'Ontario ont connu une expansion formidable, particulièrement dans la région de Toronto où l'expansion du logement a été plutôt stupéfiante. Nos programmes devront tenir compte des autres régions du pays qui ont été moins favorisées.

La présentation des données statistiques sur le chômage a occasionné des problèmes et parfois même des controverses. Dans certaines régions, le taux de chômage officiel ne tient pas compte des sans-emploi. Je représente l'une de ces régions. A Stormont—Dundas, le taux de chômage officiel est de 8 ou 9 p. 100 environ, mais personne de ma région ne prend ce chiffre trop au sérieux, sachant qu'il traduit les données du chômage pour tout l'est de l'Ontario, y compris Ottawa. Il tient compte également de facteurs comme le taux de participation ou le nombre de bénéficiaires de l'aide sociale disposés à travailler.

• (1710)

Hier à la Chambre, le nombre de sans-emploi dans Manicouagan a donné lieu à certaines discussions. Je suis sûr que lorsque les gens de Manicouagan parlent du taux des sans-emploi, ils le situent plus près de 37 p. 100 que du chiffre officiel de 15,8 p. 100. Ils vivent à cet endroit. Ils savent bien qu'ils n'ont pas d'emploi. Le taux n'est pas de 15,8 p. 100 puisque ce chiffre ne tient pas compte du taux de participation, des bénéficiaires de l'aide sociale qui pourraient occuper un emploi...

M. Hovdebo: Il y en a des milliers d'autres.

M. Warner: Comme l'indique le député, il y en a des milliers d'autres qui sont au chômage et dont la situation nous préoccupe évidemment.

M. Hovdebo: A d'autres endroits.

M. Warner: Je ne pense pas que les taux officiels dans d'autres secteurs reflètent fidèlement la gravité du problème dans ces régions. A mon avis, il vaudrait bien mieux que les députés se reportent à un taux de chômage plus exact.

Dans la région de Cornwall, nos efforts pour offrir des emplois à un grand nombre de chômeurs ont été couronnés de succès. Certaines sociétés qui se sont implantées à cet endroit ont pris de l'expansion ces deux dernières années et continuent dans cette voie. Ce sont Almico Plastics, Astro Printing Service, C-Tech, C-E Vidaplate Inc., Can Lyte, Canadian Furniture Lighting Corp., Cornwall Machine and Welding Ltd., Cowall Inc., Cummins Recon, Denol Burr Inc., Dynamic Closures Ltd., M. Klaus Hartmann et sa nouvelle société Chromolit, Helko Systems Furniture, Transcontinental Printing, Iroquois Chemical, Julius Resnick, Karl Gutmann, Karnuck Marble, Kershaw Manufacturing, Kohler Ltd., Malani Textile Mills, Valco Furniture, Robert Mitchell, Robert Windows, Twistex, Rol Manufacturing, Walteck et ainsi de suite. Il y a beaucoup d'autres petites sociétés qui ont engagé de nouveaux employés ces deux dernières années. Au total, elles ont créé, ou sont sur le point de le faire, plus de 1 000 nouveaux emplois dans notre région. Cette tendance va se maintenir grâce aux éléments positifs du discours du trône. Nous sommes très satisfaits de la création d'emplois à Stormont-Dundas et du renouveau économique qui en résulte. Nous savons que nous devons persévérer, mais nous sommes sur la bonne voie. Nous savons que les problèmes de politique sociale sont plus facilement résolus dans une économie forte et en plein essor et que la responsabilité financière est tout à fait compatible avec la responsabilité sociale.